

Association Axel'One

Rond-Point de l'échangeur de Solaize – Les levées

69360 Solaize

Siret : 533 461 091 00027

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Ce rapport contient 20 pages

Aux membres de l'Association AXEL'ONE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AXEL'ONE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association AXEL'ONE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre Association perçoit des subventions d'exploitation et d'investissement versées par différents organismes publics et parapublics. Ces subventions annuelles ou pluriannuelles font l'objet de conventions. Les « notes sur le bilan » de l'annexe page 11 ainsi que les pages 12 et 14 décrivent ces subventions et exposent les règles et méthodes comptables qui leur sont appliquées.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications du rapport d'activité et des autres documents adressés aux Membres de l'Association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Bureau et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association AXEL'ONE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dardilly,
Le 31 mars 2026

**Pour FIDEXTRA, commissaire
aux comptes.**

Hervé Durand, associé.



Bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF				
Frais d'établissement (I)				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	144 381	107 311	37 069	51 341
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	3 712 134	2 530 426	1 181 708	1 121 159
Autres immobilisations corporelles	5 203 709	2 892 460	2 311 249	2 505 319
Immob. en cours / Avances et acomptes	218 534		218 534	111 990
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières	149 256		149 256	149 256
Total Actif immobilisé (II)	9 428 028	5 530 197	3 897 831	3 939 079
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	1 868 287	9 500	1 858 787	1 570 860
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	3 625 545		3 625 545	1 873 005
Charges constatées d'avance	33 637		33 637	27 995
Divers				
Valeurs mobilières de placement	200 000		200 000	328 098
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 384 082		2 384 082	5 194 696
Total Actif circulant (III)	8 111 551	9 500	8 102 051	8 994 654
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Prime de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion / Diff. d'évaluation (VI)				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	17 539 579	5 539 697	11 999 882	12 933 733

Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
PASSIF		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds propres statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Réserves pour projet de l'entité		
Report à nouveau	414 791	292 596
Excédent ou déficit de l'exercice	225 712	122 195
Situation nette (sous-total)	640 503	414 791
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	2 027 117	1 178 078
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total des capitaux propres (I)	2 667 620	1 592 869
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total des fonds reportés et dédiés (II)		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	683 490	544 464
Total des provisions (III)	683 490	544 464
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses	1 277 324	1 666 391
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 452 774	1 130 524
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	615 073	504 780
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	38 783	19 746
Autres dettes	1 530 655	4 245 524
Produits constatés d'avance	3 734 163	3 229 434
Total des dettes (IV)	8 648 773	10 796 400
Ecart de conversion / Diff. d'évaluation (V)		
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	11 999 882	12 933 733

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	%	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Produits d'exploitation						
Cotisations	107 000	1,47	103 000	1,56	4 000	3,88
Ventes de biens et de services	6 070 137		5 912 722		157 415	2,66
Ventes de biens						
Ventes de prestations services	6 070 137	83,57	5 912 722	89,41	157 415	2,66
Produits de tiers financeurs	1 086 578		596 971		489 607	82,02
Concours publics et subventions d'exploitation	1 086 578	14,96	596 971	9,03	489 607	82,02
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc. et prov.	13 015	0,18	20 172	0,31	-7 157	-35,48
Produits des cessions d'immobilisations	32 660	0,45			32 660	
Utilisation des fonds dédiés						
Autres produits	22 175	0,31	207 241	3,13	-185 066	-89,30
Total des produits d'exploitation (I)	7 331 566	100,93	6 840 107	103,44	491 459	7,18
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	4 453 221	61,31	4 214 503	63,73	238 718	5,66
Aides financières	2 183	0,03			2 183	
Impôts, taxes et versements assimilés	66 185	0,91	65 119	0,98	1 066	1,64
Salaires	1 455 389	20,04	1 248 390	18,88	206 998	16,58
Cotisations sociales	532 939	7,34	476 655	7,21	56 285	11,81
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	826 686	11,38	792 051	11,98	34 635	4,37
Sur immob. : dotations aux amort.	820 686	11,30	792 051	11,98	28 635	3,62
Sur immob. : dotations aux dép.						
Sur actif circulant. : dotations aux amort.	6 000	0,08			6 000	
Dotations aux provisions	152 041	2,09	151 613	2,29	428	0,28
Reports en fonds dédiés						
Valeurs comptables des immo. cédées						
Autres charges	128		17		111	652,08
Total des charges d'exploitation (II)	7 488 773	103,10	6 948 348	105,08	540 425	7,78
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-157 207	-2,16	-108 242	-1,64	-48 966	45,24
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilées	377 717	5,20	72 629	1,10	305 088	420,07
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des cessions d'éléments financiers						
Produits nets / cessions VMP et instruments de						
Total des produits financiers (III)	377 717	5,20	72 629	1,10	305 088	420,07
Charges financières						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assililées	23 107	0,32	33 490	0,51	-10 382	-31,00
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immo. financières cédé						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
Total des charges financières (IV)	23 107	0,32	33 490	0,51	-10 382	-31,00
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	354 610	4,88	39 139	0,59	315 470	806,02
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	197 402	2,72	-69 102	-1,04	266 505	-385,67

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	%	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion			410	0,01	-410	-100,00
Sur opérations en capital						
Reprises sur dépréciations et provisions			1 498	0,02	-1 498	-100,00
Total des produits exceptionnels (V)			1 907	0,03	-1 907	-100,00
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi	38 131	0,52			38 131	
Total des charges exceptionnelles (VI)	38 131	0,52			38 131	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-38 131	-0,52	1 907	0,03	-40 038	NS
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-66 440	-0,91	-189 390	-2,86	122 950	-64,92
Total des produits (I + III + V)	7 709 282	106,13	6 914 643	104,57	794 640	11,49
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 483 571	103,03	6 792 448	102,72	691 123	10,17
EXCEDENT OU DEFICIT	225 712	3,11	122 195	1,85	103 517	84,71
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Annexe

Désignation de l'association : AXEL'ONE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 11 999 882 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 225 712 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 28/01/2026 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets : de 1 à 4 ans

* Installations techniques :

* Matériel et outillage industriels : de 2 ans et 6 mois à 15 ans

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 15 ans

* Matériel de bureau : 1 an et 6 mois à 4 ans

* Matériel informatique : 1 an et 6 mois à 4 ans

* Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Annexe

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,6 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de rotation du personnel : 5 %
- Table de taux de mortalité : INSEE 2024

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	144 381			144 381
Immobilisations incorporelles	144 381			144 381
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 241 600	689 067	218 534	3 712 134
- Installations générales, agencements aménagements divers	4 626 241	177 735	589 243	4 214 733
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	924 036	64 940		988 976
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes	111 990	218 534	111 990	218 534
Immobilisations corporelles	8 903 867	1 150 275	919 766	9 134 376
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	15			15
- Prêts et autres immobilisations financières	149 256			149 256
Immobilisations financières	149 271			149 271
ACTIF IMMOBILISE	9 197 519	1 150 275	919 766	9 428 028

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		1 150 275		1 150 275
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		1 150 275		1 150 275
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		330 523		330 523
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		589 243		589 243
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		919 766		919 766

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	93 040	14 271		107 311
Immobilisations incorporelles	93 040	14 271		107 311
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 120 441	409 984		2 530 426
- Installations générales, agencements aménagements divers	2 295 530	370 607	587 060	2 079 077
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	749 429	63 954		813 383
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	5 165 400	844 546	587 060	5 422 885
ACTIF IMMOBILISE	5 258 440	858 817	587 060	5 530 197

Dispositif de sur-amortissement de la Loi pour la croissance et l'activité

Notes sur le bilan

L'association a acquis en 2015, en 2016 et 2017 du matériel éligible au dispositif du sur-amortissement Macron. Ceci lui a permis de bénéficier d'une déduction fiscale de 2 278 euros au titre de l'exercice 2025, incluse dans le résultat fiscal de l'exercice.

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 5 676 725 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	149 256		149 256
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 868 287	1 868 287	
Autres	3 625 545	3 625 545	
Charges constatées d'avance	33 637	33 637	
Total	5 676 725	5 527 469	149 256
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Créances diverses

Il est précisé que les créances diverses incluent :

- des sommes restant à encaisser provenant de BPI France (Prisma) pour 297 765 euros,
- des sommes restant à encaisser provenant de l'Europe (ABC4i) pour 155 436 euros,
- des sommes restant à encaisser provenant de l'Etat (FOMOF) pour 77 670 euros,
- des sommes restant à encaisser provenant de BPI (DEFIMOF) pour 216 552 euros,
- des sommes restant à encaisser provenant de l'Europe (SOLSTICE) pour 242 252 euros,
- des sommes restant à encaisser provenant de la Région (SMARTIB) pour 136 867 euros,
- des sommes restant à encaisser provenant de l'ADEME (CASTTOR) pour 156 850 euros,
- des sommes restant à encaisser provenant de l'Europe (SHEET) pour 121 570 euros,
- des sommes restant à encaisser provenant de l'Europe (E-Pilotes) pour 1 085 539 euros,

soit un total de 2 490 502 euros correspondant à des produits à recevoir relatifs à des subventions

Notes sur le bilan

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	91 809
Etat - produits à recevoir	13 500
Divers - produits à recevoir	469
SAR Subvention BPI PRISMA	297 765
SAR sub. ABC4i	155 436
SAR. Sub FOMOF	77 670
SAR Sub. DEFIMOF	216 552
SAR Sub Solstice	242 252
SAR Sub. SMARTIB	136 867
SAR Sub. CASTTOR	156 851
SAR Sub. SHEET	121 571
SAR Sub E-Pilotes	1 085 539
SAR. Sub. EPICA (région)	788 150
Total	3 384 431

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions	544 464	152 041	13 015		683 490
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	544 464	152 041	13 015		683 490
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		152 041	13 015		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 8 148 368 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	776 920	748 616	28 304	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 452 774	1 452 774		
Dettes fiscales et sociales	615 073	615 073		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	38 783	38 783		
Autres dettes (**)	1 530 655	1 530 655		
Produits constatés d'avance	3 734 163	3 734 163		
Total	8 148 368	8 120 064	28 304	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	197 571
Frs immobil. - fact. non parvenues	38 783
int.courus s/aut.emprunts	56 526
Dettes provis. pr congés à payer	105 571
Personnel - autres charges à payer	59 337
Charges sociales s/congés à payer	44 097
Charges sociales - charges à payer	776
Fomration continue	708
Total	503 370

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	33 637		
Total	33 637		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PCA Prestations de services	1 824 269		
PCA Subvention PRISMA	31 432		
PCA Sub. ABC4i	86 005		
PCA. Sub DEFIMOF	117 615		
PCA sub. SOLSTICE	502 774		
PCA Sub.SMARTIB	99 289		
PCA sub. CASTTOR	144 649		
PCA Sub. SHEET	139 979		
Total	2 946 013		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2025
Cotisations Adhérentes	107 000
Prestations de services	6 070 137
TOTAL	6 177 137

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 14 500 euros

Honoraire des autres services : 2 325 euros

Mission complémentaire d'attestation CFS projets.

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	371 509	462 533	141 234		111 301	1 086 578
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						1 086 578

Financier : BPI

Dans le cadre des projets industriels d'avenir, BPI, mandaté par l'Etat, a accordé une subvention de fonctionnement à l'association (projet PIAVE) pour un montant maximum de 922 420 euros et une avance remboursable d'un montant maximum de 922 420 euros.

Le montant des avances remboursables versées au 31 décembre 2020 a atteint son maximum, soit 922 420 euros.

Ces avances font l'objet d'un remboursement, dont le 1er versement a eu lieu en octobre 2021 pour un montant de 20 000 euros.

Les remboursements se sont poursuivis en 2022 et 2023 pour respectivement 110 000€ et 100 000€. Une renégociation de l'échéancier de remboursement a été actée pour 2024 avec pour effet un lissage des échéances.

En 2025, un échec partiel a été constaté. un produit financier de 321 210€ a été constaté sur cette avance remboursable soldée début 2026.

Dans le cadre du projet de recherche et développement "PIA3 filières" dit PRISMA, dont le montant total du programme est estimé à 3 976 000 euros hors taxes, BPI, mandaté par l'Etat et la Région Auvergne Rhone-Alpes a accordé une avance remboursable d'un montant total de 496 275 euros :

Notes sur le compte de résultat

- 198 510 euros en septembre 2021
- 198 510 euros en janvier 2023
- 99 255 euros à l'achèvement des travaux

L'association bénéficie également de la part de l'union Européenne pour le programme "ABC4i" d'une subvention de 325 610 euros répartie de la façon suivante :

- 91 840 euros d'avance remboursable.
- 233 770 euros de subvention de fonctionnement.

Un premier versement d'avance remboursable de 20 350€ a été perçu en 2023 et un second de 6 791.06€ en 2024

La QP de subvention affectée aux dépenses 2025 a été de 61 954.99€.

L'association bénéficie également de la part de la région Auvergne Rhône Alpes pour le programme "PRISMA" d'une subvention de 1 488 825 euros répartie de la façon suivante :

- 1 026 372 euros de subvention d'investissement.
- 462 453 euros de subvention de fonctionnement.

La quote-part de subvention d'investissement inscrite au compte de résultat au titre de l'année 2025 s'élève à 91963.14 euros.

Financier : REGION AUVERGNE RHONE-ALPES

Une subvention d'investissement IRICE a été attribuée à l'association pour un montant maximal de 1 200 000 euros selon dépenses réalisées, dont 17 647 euros ont été inscrits au bilan au titre de l'exercice 2015, 345 942 euros au titre de 2016, 516 824 euros au titre de 2018, 319 587 euros au titre de 2019, soit la totalité de la subvention d'investissement.

La quote-part de subvention inscrite au compte de résultat au titre de l'année 2025 s'élève à 58 769.29 euros.

Financier: REGION AUVERGNE RHONE ALPES

L'association a bénéficié d'une subvention d'investissement de 105 000 euros pour le projet SMAPI.

La quote-part de subvention inscrite au compte de résultat au titre de l'année 2025 s'élève à 18 758.04 euros.

Financier Europe :

L'Europe a accordé un financement dit SOLSTICE à hauteur de 969 010 euros dont 30% perçus en 2024, Projet sur lequel Axel'One a la gestion des fonds qu'elle reverse aux autres participants selon la convention établie.

Il a été consommé :

- 94 726.25€ en 2024,
- 371 509.23€ en 2025.

Financier : ARMEE

L'armée a accordé une subvention de fonctionnement exceptionnelle pour le projet "FOMOF" pour un montant maximum de 110 957 euros sur la période débutant en 2023.

Il a été consommé :

- 32 028 euros au 31 décembre 2023,
- 32 308.22 euros en 2024,
- 46 620.72 euros en 2025,

Financier ADEME :

L'Ademe finance le projet CASTTOR à hauteur de 297 142€

- 79 541.58 euros consommés en 2024,
- 72 951.34 euros consommés en 2025

Financier BPI :

BPI finance le projet DEFIMOF à hauteur de 288 736€

- 59 819.49 euros consommés en 2024,
- 111 301.49 euros consommés en 2025,

Financier Région :

La région finance le projet SMARTIB à hauteur de 175 600€,

- 31 086.11 euros consommés en 2024,
- 45 224.46 euros consommés en 2025,

Notes sur le compte de résultat

Financeur autre :

Projet SHEET à hauteur de 129 934.50€.
- 22438.15 euros consommés en 2025

Projet E-Pilotes. Subvention d'investissement perçue à hauteur de 1 166 030.43€ :
-QP affectée au compte des résultat de 20 821.82 reprenant les éléments 2024 manquants mais également ceux de 2025.

Projet EPICA financé par la région : Subvention de fonctionnement de 788 150€ obtenue fin 2025 mais non encore versée.
* Aucune consommation de la subvention n'est intervenue en 2025.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Amortissements des immobilisations	38 131	
TOTAL	38 131	

Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
Base de calcul de l'impôt	
Taux Normal - 25 %	251 275
Taux Réduit - 15 %	42 500
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 10 %	
Contribution locative - 2,5 %	
Contribution temporaire de solidarité - 33%	
Crédits d'impôt	
Compétitivité Emploi	
Crédit recherche et recherche collaborative	135 454
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	180
Autres imputations	

Autres informations

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Engagement en matière de pensions et retraites :

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement retraite. L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode (méthode rétrospective prorata temporis) tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Elle est réputée fixée à l'initiative du salarié.

Elle est basée sur la dernière rémunération annuelle au 31 décembre 2025, sur l'âge, sur l'ancienneté actuelle et celle supposée lors du départ en retraite et sur les droits à indemnités acquis à cette date, en fonction de la législation en vigueur, après application de coefficients venant de tables statistiques générales.

Sur la base de ces hypothèses, le montant de l'engagement au 31 décembre 2025 s'élève à 47 662 €, y compris les charges sociales et n'est pas comptabilisé en provision pour charges.

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	60 991	153 644
Dons en nature		
Total	60 991	153 644
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

Au titre de l'exercice comptable 2025, l'association AXEL'ONE a perçu les contributions volontaires de certains de ses membres fondateurs à hauteur des montants indiqués dans le tableau de synthèse ci-après. La nature et montant de ces mises à disposition gratuite de services de janvier à décembre 2025 est détaillé dans la suite du document pour chaque membre.

BILAN DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

ADISSEO 12 600 €
 ELKEM 4 200 €
 IFPEN 10 902 €
 LIP 4 789 €
 SYENSQO 24 300 €
 ARKEMA 4 200 €
 TOTAL 60 991 €